

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

14 septembre 2023

POUR LE PLEIN EMPLOI - (N° 1528)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° AS1019

présenté par

M. Juvin

-----

**ARTICLE 3**

I. – À l’alinéa 59, substituer au mot :

« partage »

les mots :

« et les organismes débiteurs de prestations familiales chargés du service du revenu de solidarité active mentionnés à l’article L. 262-16 du présent code partagent ».

II. – En conséquence, au même alinéa 59, après le mot :

« orientation »,

insérer les mots :

« , à la situation ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L’article 3 du présent projet de loi prévoit l’orientation, les droits et devoirs des bénéficiaires du revenu de solidarité active. Pour garantir un suivi optimal du parcours des bénéficiaires du revenu de solidarité active, il est proposé de faciliter la transmission des données portant sur l’orientation et l’accompagnement entre les acteurs de l’insertion, dans le respect des règles du règlement général de protection des données (RGPD).

Cet échange de données sur les bénéficiaires du RSA doit se faire de façon réciproque entre les différents acteurs. En particulier, les départements doivent pouvoir bénéficier de données actualisées sur la situation des bénéficiaires de la part de la Caisse d’allocations familiales (chargée du versement du RSA). Or, il n’est pas prévu par le projet de faire de la CAF un membre à part entière du réseau France Travail.

Sans cette réciprocité, les contrôles déjà en place et les nouvelles modalités d'accompagnement prévues par le présent projet de loi, risqueraient de perdre en efficacité.

C'est pourquoi cet amendement propose d'étendre le principe de partage de données aux CAF.